

Affaire 500 millions et menaces du Kountigui

Le plus préoccupant pour Dalein, c'est...

Page 3



4e Semaine de la sécurité routière mondiale des Nations-Unies

L'Obsermu au cœur de la célébration

Page 10



Mode Alpha'O réussit son 3e FIMOG

Page 11

MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2^e EDITION Salon international de l'**HABITAT & CONSTRUCTION**

18-22 MAI 2017 PALAIS DU PEUPLE

THEME ENSEMBLE POUR DES VILLES SANS TAUDIS, GAGE D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bâtir un cadre de vie moderne

Pays invité d'honneur **CÔTE D'IVOIRE**

SPONSORS OFFICIELS: AXEX, SIHaCo, CREDIT, GUICOPRES, APiP, EIA, etc.

PARTENAIRES PUBLICS: APiP, EIA, etc.

le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°562 • LUNDI 15 MAI 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Anniversaire de la RTG 40 ans après, la lente descente aux enfers

Equipements vétustes, personnel en besoin sans cesse de perfectionnement - voire en proie à une démotivation permanente... Pathétiques festivités que celles célébrées le dimanche 14 mai par la Radiodiffusion télévision guinéenne (RTG) pour couronner ses 40 ans d'existence, pendant que le personnel continue de broyer du noir. **Page 13**



Elle fait l'actu

Mariam Sankhon championne de boxe en France

Page 11

Le régime Condé nous fait ça...

Les communales, une élection interdite

Page 3

Football

Le président Antonio Souaré au 67e congrès de la FIFA

Page 10



Confidences PUBLIQUES

Affaires pillage du matériel de Henan Chine: la justice condamne

L'avocat Salifou Béavogui a interjeté appel contre la décision du Tribunal à l'égard de ses clients Mamadou Ramadan Sow, Ousmane Sow, Thierno Mamadou Bah retenus coupables de destruction des biens publics et privés, de vol, d'évasion, de divulgation de fausses informations et de violence, puis condamnés à 5 ans de prison par défaut et au paiement d'une amende de 50 millions de FG chacun. Le tribunal a aussi décerné un mandat d'arrêt contre les 19 fugitifs. Les nommés Thierno Péllel Bah, Thierno Amadou Baldé et Mamadou Sanoussy Sow ainsi que 19 autres écotent chacun de 2 ans de prison. Chacun a 5 millions de FG d'amende à payer. Thierno Sylla Sow 3 ans de prison 5 millions de FG, assorti de sursis.

Sur l'action civile, le Tribunal condamne solidairement les coupables au paiement de 4.182.426.760 FG à titre principal et au paiement de 1 milliard 500 millions de FG à titre de dommages et intérêts.

Du Fouta polical business...

La bande à Bantama Sow fait de la prochaine tournée d'Alpha Condé au Fouta une course à l'enrichissement des principaux acteurs de la réalisation du projet inavoué de lancement de la campagne présidentielle pour un 3e mandat du Pr Condé.



N'oubliez pas les examens de fin d'année 2017 !

Sauf changement, les examens de fin d'année se dérouleront du 19 juin au 11 juillet sur toute l'étendue du territoire national. L'examen d'entrée en 7e année aura lieu du 19 au 21 juin. Le Brevet du 29 juin au 4 juillet, et le Bac du 7 au 11 juillet.

Dossier 500 millions de FG et positionnement de Dalein L'analyse de Naby Laye (de Bruxelles)

L'activiste Naby Laye Camara de Bruxelles donne son point de vue sur le dossier 500 millions de FG et le positionnement actuel de Cellou Dalein Diallo qui ne peut plaire à ses adversaires.

DOSSIER 500 MILLIONS : le problème de légalité de l'acte ne se poserait pas, mais bien celui de la conformité à la morale.

Comme l'a si bien souligné le député Damaro Camara " quand on vote une loi, il faut qu'on la respecte ", il ne doit pas y avoir de polémique sur la légalité de l'acte selon lequel, " le chef de file de l'opposition aurait perçu ou non une somme d'agent allouée à son institution, ou qu'il l'aurait perçue, mais sans faire une communication publique sur la transaction ".

Le budget de l'institution constatant le travail du chef de file de l'opposition a été initié par le gouvernement et voté par l'ensemble des députés. Si Cellou Dalein Diallo perçoit de l'argent pour gérer son institution, à travers cette procédure gouvernementale et parlementaire, la légalité de l'acte ne se discute pas.

Cependant, si la légalité du budget du chef de file de l'opposition ne pose aucun problème, la conformité de l'acte à l'éthique est questionnée, et de manière très sérieuse.

Je ne vais jamais comprendre qu'on puisse percevoir même 1 fg, à plus forte raison 500 millions de nos francs, de la part d'un pouvoir qui sabote et minimise notre Constitution, quotidiennement.

Un pouvoir qui encourage les forces de l'ordre à tuer, à balle réelle, les manifestants non armés, et sans aucune forme de poursuite judiciaire contre les assassins.

Un groupe de politiciens malhonnêtes et corrompus, qui ont l'intention manifeste, ostensible, connue de tous, de diviser ethniquement les guinéens pour s'éterniser au pouvoir.



Naby Laye Camara
Bruxelles (Belgique)

Un pouvoir qui, depuis 2010, ridiculise l'opposition en acceptant de signer des accords politiques, pour ensuite avancer, quelques semaines plus tard : " mais vous blaguez ou quoi? Quels accords nous parlez-vous? "

S'il est prouvé que le chef de file de l'opposition a perçu 500 millions de nos francs pour faire fonctionner son institution, de la part du gouvernement, et malgré tout le mal que ce dernier inflige aux guinéens, il ne faut pas tourner autour du pot, les démocrates ont droit à des explications approfondies, et aussi, des excuses.

Des excuses, parce qu'il sera question de la plus grosse bétise de Cellou Dalein Diallo depuis l'arrivée d'Alpha Condé au pouvoir.

Des excuses, car l'acte bien que légal, est une véritable offense à la morale.

CELLOU DALEIN DIALLO, OBSTACLE TRÈS SÉRIEUX DANS DEUX FRONTS DE POLITIQUE DE GRANDE DIMENSION : un positionnement qui ne peut pas plaire à ses adversaires politiques.

De la même manière on dit " si Dieu n'existait pas, il fallait le créer ", disons aussi que Cellou Dalein Diallo, le leader du premier parti d'opposition, candidat super sérieux pour remporter les prochaines présidentielles, et surtout, l'obstacle fondamental au projet du troisième mandat du président Alpha Condé, s'il n'a pas d'ennemis, il faudra les créer.



Deux situations politiques très critiques sont actuellement en jeu en Guinée. Ce sont deux fronts de politique de grande dimension:

1 - Le front politique dans le cadre des élections présidentielles prochaines, sans Alpha Condé, qui aura terminé son mandat. Là, la seule personnalité politique qui marque des points pour arriver à la présidence, c'est bien Cellou Dalein Diallo. Les preuves sont palpables sur le terrain : Cellou est très populaire, dans le sens strict de la démocratie électorale.

2- Le front politique dans le cadre du projet du troisième mandat que veut Alpha Condé. Là aussi, Cellou Dalein Diallo et sa popularité ne facilitent pas les choses pour le leader du RPG. Il est totalement impossible d'amadouer une population dont plus de 50% des électeurs sont favorables à l'opposition politique. Le projet du troisième mandat ne passera pas tant que Cellou tient bon.

Deux fronts politiques de grande dimension sur lesquels le leader de l'UFDG devance ses adversaires, électoralement parlant.

Des élections présidentielles organisées dans le strict respect des lois, Cellou Dalein Diallo n'aura aucun souci pour se tailler un chemin vers la victoire. Le projet du troisième mandat n'aboutira en aucun cas tant que Cellou Dalein Diallo reste ferme sur ses positions démocratiques.

Une seule personnalité sur deux fronts politiques, et dont le souci principal est de permettre que lesdits fronts évoluent dans une ambiance

de légalité, de justice, et de transparence, n'est-ce pas des raisons absolument

suffisantes pour créer la panique chez des adversaires politiques?

Contre Cellou, il a été utilisé des accusations sur son long passé en tant que ministre de la république. Pour l'affaiblir, mais rien n'en a été. Contre Cellou, il a été utilisé des accusations de former un parti ethnocentriste. Pour l'affaiblir, mais rien n'en a été. Contre Cellou, ses anciens compagnons politiques ont été utilisés pour le déstabiliser. Rien n'en a été, finalement.

Aujourd'hui, ce mois de mai 2017, il est question d'une tentative de vouloir confondre Cellou avec le fonctionnement d'une institution politique qu'il dirige : le chef de file de l'opposition.

Peine perdue, car dans cette campagne de dénigrement dans le dossier du budget de fonctionnement du chef de file de l'opposition, les adversaires ne peuvent pas aller au-delà des seuls actes de dénigrement. Ils ne peuvent pas se permettre de faire valoir les faits qu'ils reprochent à Cellou devant une institution judiciaire.

Vouloir abattre, affaiblir, ou éteindre politiquement un adversaire politique de la carrure de Cellou Dalein Diallo, sans un moyen palpable de le traduire devant une institution judiciaire, c'est vouloir déplacer le mont Gangan de kindia vers Beyla.

Dans la récente polémique autour du budget du chef de file de l'opposition, Cellou Dalein n'a commis aucun délit. Il ne doit pas tout simplement accepter des avantages financiers de la part du pouvoir d'Alpha Condé. Un pouvoir qui viole tout.

Le chef de file de l'opposition est une institution légale, ainsi que ses allocations financières, mais Cellou doit renoncer à tous ces avantages tant que le président de la république refuse de respecter la Constitution guinéenne.

Vive la démocratie ! Vive la république ! Vive le respect des lois de notre Constitution !

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire
Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Quoi qu'on fasse en Guinée... Les communales, une élection interdite

Pour s'aviser, aucun effort que celui de consulter les textes juridiques guinéens qui rendent à l'évidence qu'il faudra donc un miracle... de la magie, pour réussir l'organisation des échéances communales en 2017. Victime d'une manipulation profonde, le cadre juridique des élections en Guinée souffre des lacunes qui prêtent à diverses interprétations résultant de l'incohérence d'idées de la classe politique.



A l'image d'un éternel abruti qui donne des coups de tête à un roc, l'opposition passe le clair de son temps à contraindre le régime Condé à tenir des élections qu'il ne veut pas. Photo: DR.

Le processus électoral s'est planté depuis que les deux plus grandes formations politiques du pays se sont entendues sur une modification partielle de la Loi électorale au détriment de l'intérêt des populations à la base. Malgré l'opposition d'une frange de la classe politique, non pas par conviction, mais pour n'y avoir pas trouvé son intérêt, le Code électoral a été

amendé. L'on ne sait pas trop à quoi serait dû le silence assourdissant de l'institution en charge de l'examen de la constitutionnalité du texte alors qu'elle devrait statuer dans les 30 jours ayant suivi sa saisine. Tout y est donc pour que l'organisation des élections communales, dont les dernières remontent en 2005, soit impossible cette année. Le cadre juridique des élections est

devenu un véritable labyrinthe. La situation profite momentanément à l'Exécutif qui prétexte avoir la volonté de tenir le scrutin, mais, se défend-il, par faute de lois, est incapable de faire des injonctions ni à la Cour constitutionnelle, ni à la CENI. Ayant naïvement pris part à ce chamboulement du processus, l'opposition républicaine, s'étant avisée de son erreur, fait croire à l'opinion publique qu'elle n'en est pour rien. Pourtant, elle a, pour avoir joué le jeu, le même degré de responsabilité que l'Exécutif. Autant elle aurait revendiqué si le coup avait abouti, autant elle devrait assumer son échec.

Des Communales oui, mais pas cette année

Il y a deux énormes obstacles à la tenue du scrutin d'ici à la fin de l'année. Le premier est lié à la saison pluvieuse qui a commencé et qui va durer 6 mois. La mobilisation serait trop faible en zone rurale si on organisait les élections pendant cette période à cause de l'urgence des travaux champêtres. Le second tient des textes juridiques qui ne peuvent pas s'appliquer dans la circonstance actuelle. L'amendement du nouveau Code des collectivités locales, faisant partie du cadre juridique des élections communales, est prévu pendant la session des lois en cours. Cette session s'est ouverte depuis le 5 avril 2017 pour une

durée de 90 jours. Elle prendra fin le 5 juillet prochain à 5 mois seulement de la fin de l'année, sans oublier le délai imparti entre son adoption à l'Assemblée nationale, sa promulgation par le président de la République et sa publication dans le *Journal officiel*, en passant par son examen de conformité par la Cour constitutionnelle.

La Guinée a ratifié le Pacte de convergence de la Cédéao sur la bonne gouvernance qui, en son article 2, stipule qu'« aucune réforme substantielle de la loi électorale ne doit intervenir dans les six (6) mois précédant les élections, sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques ».

A cet égard, comme en 2016, on peut affirmer qu'il ne pourrait y avoir d'élections cette année. Pour éviter une grave crise politique, il est temps que les acteurs politiques de tous bords se retrouvent autour de la table de négociation afin de sortir un nouveau calendrier électoral sans user du droit de manifestation de rue.

Le plus tôt serait mieux pour le pays. Car, plus ça tarde, plus les frustrations s'accumulent. Voilà pourquoi on ne doit plus jouer à la prolongation, au risque de ne pas pouvoir tenir aussi les législatives prévues en 2018. Et avec la présidentielle de 2020 qui sent des velléités d'un éventuel 3e mandat, l'on est en passe de prédire un probable syndrome congolais. Méditons-y !

Par Abdoul Malick Diallo

Affaire 500 millions et menaces du Kountigui Le plus préoccupant pour Dalein, c'est...

Sitôt rentré de son périple de la Haute Guinée et de la Guinée forestière, le président de l'Ufdg a répondu aux accusations de Faya Bourouno du Pedn sur une prétendue perception de 500 millions de FG par le chef de file de l'opposition qu'il est. Sur la menace du Kountigui de la Basse Guinée, Cellou Dalein Diallo rappelle que les manifestations politiques sont consacrées par la Constitution.

Du statut de chef de file

Adopté en décembre 2014, le statut de chef de file de l'opposition prévoit des avantages, des frais de représentation à l'institution qui prend place au rang protocolaire immédiatement après les présidents des institutions républicaines. Il était également prévu que le chef de file puisse avoir dès 2015 un budget, des moyens, une voiture de commandement et une voiture de sécurité. Le président de l'Ufdg souligne: «Le pouvoir avait bloqué, je ne sais pas pour quelle raison. Je n'ai jamais revendiqué puisque l'initiative de la loi est du président de la République. Il a décidé de bloquer les avantages,



Cellou Dalein Diallo. Photo: DR.

je n'ai rien dit. En 2015, je n'ai rien eu tout comme en 2016». Répondant aux allégations du porte-parole du Pedn qui a parlé de 500 millions de FG par mois pour le chef de file, Diallo explique: «Le 24 février, j'ai reçu une lettre du ministère du Budget m'informant qu'il y a une ligne budgétaire de 5 milliards de FG pour le chef de file de l'opposition. Après, une lettre est venue pour m'indiquer que ce montant sera versé sur un compte public pour le chef de file en raison de 1 milliard 250 millions par trimestre. Puis, un arrêté est pris pour faire cette

subvention. On m'a donné le nom du compte qui aurait été ouvert. Au moment où j'ai quitté aucun sous n'était encore tombé. Donc, je n'ai pas encore reçu même un seul sous de ce montant. Mais, j'ai reçu notification de l'existence du crédit des modalités de versement. J'ai appris que l'ordre de virement a été émis, mais qu'il n'était pas encore exécuté.»

De la reprise des manifestations

Outrée par la non-application de l'Accord politique du 12 octobre 2016, l'opposition envisage de reprendre les manifestations politiques. Le Kountigui (chef coutumier) de la Basse Côte menace de représailles à quiconque brûle des pneus dans les rues de la région. «Celui qui veut brûler qu'il retourne dans sa région d'origine», a-t-il averti. Se sentant visé par les propos de son ami Elhadj Sékhouna Soumah, Dalein Diallo réagit. «Nous avons une Constitution qui donne le droit à toutes les associations d'organiser des manifestations pacifiques sur les places publiques et dans les rues. Maintenant, je ne sais pas

si une personne a le droit d'interdire cela, puisqu'on a dit qu'on ne demande pas d'autorisation. On a une obligation de déclaration préalable et non (de demander) une autorisation». La dernière manifestation de l'opposition remonte au 16 août 2016 suite à laquelle il y a eu un mort et des blessés. Depuis 2010, plus de 70 personnes ont été tuées lors des manifestations politiques en Guinée.

Par Abdoul Malick Diallo

Ils ont dit



Mohamed Lamine Kaba, ancien directeur de campagne d'Alpha Condé au Sénégal, en Gambie et au Cap-vert, leader du parti FIDEL: «Il suffit juste de savoir lire entre les lignes pour savoir ce qui anime le président de la République. Les propos qu'Alpha Condé a tenus à Abidjan voulaient dire: isoler la France pour qu'elle ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de la Guinée. Sa volonté à mettre en œuvre sa velléité pour se présenter pour un troisième mandat ne peut être réalisée sans le soutien de la France qui peut mobiliser la communauté internationale. Voilà pourquoi il est devenu un nouveau révolutionnaire. Alasane Ouattara a dit qu'il ne sera pas candidat, la présidente du Libéria aussi, le président du Niger la même chose. Pourquoi Alpha Condé ne fait-il pas la même chose ? Le discours d'Alpha Condé rime aujourd'hui avec celui de Dadis Camara. S'il continue à faire la même chose, il aura le même sort que Dadis et son mandat peut être écourté comme celui de Compaoré.»



Honorable Ousmane Gaoual Diallo sur l'accident de Dubréka qui a fait au moins 30 morts: «Cet accident terrible est la conséquence de la construction des hôtels en lieu et place des routes.»



Amadou Damaro Camara, président du groupe parlementaire Rpg Arc-en-ciel: «La tournée d'Elhadj Cellou Dalein Diallo peut être interprétée de deux façons. La première, c'est qu'il a été bien accueilli à Mandiana, à Siguiri... C'est une très bonne chose. C'est un signe de la démocratie et que les guinéens s'acceptent finalement. Avant, on lui disait: ne viens même pas ici, mais aujourd'hui, c'est le contraire.»

ACTU CONAKRY
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Symposium Mines Guinée : Le président Alpha Condé félicite Rusal

Le président Alpha Condé a lancé mardi 9 mai 2017 à Conakry, la 5e édition du Symposium Mines Guinée, organisé par le gouvernement guinéen à travers le ministère des Mines et de la Géologie. Au cours de cette rencontre, Alpha Condé a invité les compagnies minières évoluant en Guinée à plus de responsabilité dans l'exploitation des ressources du sous-sol de son pays en passant de la transformation de la bauxite en alumine. Il a ainsi pris l'exemple sur la compagnie Rusal qui contribue au développement de la Guinée par la transformation de la bauxite en alumine, la création d'emplois et la réalisation des infrastructures de base au bénéfice des populations riveraines.

« Nous ne souhaitons pas seulement que la Guinée soit fournisseur de matières premières. Nous souhaitons que les matières premières soient transformées sur place. Nous félicitons Rusal qui va reprendre l'année prochaine son usine d'alumine de Fria. Et nous souhaitons que tous ceux qui exploitent la bauxite en Guinée soient obligés de construire une usine d'alumine. On ne peut pas être seulement fournisseurs de bauxite et qu'il n'y ait pas de plus-value », a déclaré le président Alpha Condé.

Visiblement touché par les compliments du président guinéen à l'égard de sa société,



Rusal contribue au développement de la Guinée par la transformation de la bauxite en alumine...



...la création d'emplois et la réalisation des infrastructures de base au bénéfice des populations riveraines.

Pavel Vassiliev, représentant de la compagnie RUSAL en Afrique, a rassuré les autorités guinéennes du respect strict de la réglementation en vigueur dans le secteur minier dans le pays.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouver-

nement guinéen dans le cadre du respect de nos engagements. C'est pourquoi Rusal accorde une importance particulière à la protection de l'environnement. L'exemple le plus éloquent est celui de la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK), où notre société Rusal utilise une technique



Alpha Condé invite les compagnies minières à plus de responsabilité. Photo: DR.

moderne dans l'extraction de la bauxite. Cette nouvelle technologie permet d'extraire la bauxite sans l'utilisation du dynamitage du sol ; ce qui réduit considérablement l'impact environnemental », a indiqué M. Vassiliev.

Lancée mardi avec la participation de 500 délégués venus

de structures minières au niveau national surtout international, mais aussi une centaine d'exposants, le Symposium Mines Guinée a pris fin ce jeudi 11 mai 2017 avec environ 2 000 visiteurs provenant d'au moins 25 pays. ■

D.R.

Libre Tribune / Coyah

Un conflit domanial qui n'en valait pas la peine

La préfecture de Coyah, dit-on, est réputée pour être la zone abritant le plus grand nombre de conflits domaniaux. Si cette assertion est avérée, il faut cependant s'interroger sur la raison fondamentale de cette triste réalité.

Si ces conflits s'expliquent du fait de diverses raisons, il est à déplorer quand même l'ingérence de l'autorité du terroir à la base qui souvent prend cause et fait pour l'une des parties en conflit. Et c'est ce qui est regrettable. C'est le cas par exemple de cette autre affaire qui oppose monsieur Mamadou Diallo à l'autorité du terroir de Kouria, préfecture de Coyah sur le site de Koba, secteur Filima. De quoi s'agit-il ?

En effet, il est question de M. Mamadou Diallo, commerçant demeurant au quartier Kénendé, préfecture de Dubréka qui a acheté un domaine agricole de 6ha avec monsieur Ousmane Bangoura, imam. Sans contrainte ni rien. Non pas sans avoir bénéficié

préalablement d'une attestation de cession en date du 20 juin 2005. La transaction commerciale s'est faite à Koba, secteur Filima, sous préfecture de Kouriah, préfecture de Coyah. Aujourd'hui, cela nous fait exactement 12 ans que monsieur Diallo jouit de ce bien domanial de manière paisible. Alors, en 2012, Monsieur Mamadou Diallo a sollicité l'apport du service de l'urbanisme et de l'habitat, en vue de procéder en sa faveur un lotissement de transparence et de clairvoyance digne de ce nom. Un accord administratif fut rapidement établi à cet effet. Mais contre toute attente, voilà que le service de l'urbanisme et de l'habitat en complicité avec l'autorité du terroir à la base fulminent ensemble une machination irresponsable et digne d'un vrai scénario de gangstérisme pour se faire de sombres idées visant à exproprier une partie du vaste domaine de M. Mamadou Diallo. Poussées par une ambition démesurée et par cupidité, ces deux entités créent autour du

paisible citoyen toutes sortes de faux problèmes. Ainsi, après tous les travaux liés à la répartition sur le plan de lotissement, sur 128 parcelles, le service de l'habitat cède de manière rocambolesque et inexplicable, ni techniquement, ni moralement, seulement 12 parcelles au propriétaire qui est Monsieur Mamadou Diallo. Surpris de cet acte et tombé des nus, monsieur Mamadou Diallo, écœuré et dans tous ses états interrogea alors le service de l'urbanisme et de l'habitat de lui faire voir le nombre de parcelles contenues dans le plan de lotissement. Impossible. Il remuera ciel et terre afin de jeter un regard sur le plan, le pauvre n'a pas eu gain de cause face à la mauvaise foi de ceux-là mêmes qui sont censés pourtant protéger les citoyens et leurs biens. Mon Dieu ! Quant aux 116 parcelles restantes, elles vont naturellement dans la poche de ces vautours et hyènes sans vergogne qui sont prêts à tout. Même à nuire à leur dignité et leur image de responsable. Au grand dam de

monsieur Diallo qui n'a que ses yeux pour pleurer.

Il faut toutefois souligner que dans leur sale besogne, prennent part deux de leurs complices. Il s'agit d'un certain Ousmane Yattara dit "4" et Boubacar Yattara dit "Togolais". Ce sont ces deux Yattara qui sèment la désolation sur le site de monsieur Diallo. Et plus révoltant, ils sont aidés en cela par le chef secteur Sow Bailo. Mais une chose est sûre c'est que tous ces personnages doivent s'attendre dans les prochains jours à une plainte de l'autorité compétente afin que ces pirates de terrain soient sévèrement punis en fonction de leur forfaiture.

Par ailleurs, dans leur plan machiavélique ceux qui se sont tenté de corrompre la famille de l'imam Ousmane Bangoura afin qu'elle puisse adhérer à leur cause. Niet ! A répondu celle-ci. Estimant que leur acte est condamnable à tout point de vue. Au contraire la famille de l'imam a plutôt soutenu que

l'ensemble de ce domaine doit revenir indiscutablement à Mamadou Diallo propriétaire légitime et légal.

Vu tout ce qui précède, il serait judicieux pour les Yattara de se retirer purement et simplement de cette affaire qui va prendre une dimension importante avec l'implication de l'autorité supérieure qui est prête à sévir et mettre fin à ces pratiques d'escroquerie qui n'honorent pas la Guinée. Car monsieur Sow Bailo s'étant rendu compte de la gravité de l'arnaque veut se servir des Yattara comme un paravent. Mais il oublie que sa stratégie a été découverte. Peine perdue ! Aux Yattara de comprendre cela et s'en laver les mains. Car un vrai Yattara n'est ni voleur, ni bandit encore moins fainéant. Cela date depuis fort longtemps. Pour notre part nous invitons l'autorité judiciaire à plus de rigueur dans cette affaire et mettre hors d'état de nuire ces bandits à col blanc. Ainsi justice sera rendue afin que monsieur Mamadou Diallo soit rétabli dans ses droits. ■

Le flamboyant

JUSTICE Corruption de certains magistrats Une ONG va lutter contre ce fléau

Certaines épreuves de la vie motivent à faire changer les choses. Soit la première prersonne concernée prend sur elle l'engagement d'expliquer son «cas particulier» au public pour faire partager son amère ou riche expérience et aider à faire avancer les bonnes pratiques et comportements en société, soit d'autres s'en occupent, prennent les devants, s'organisent, ameutent les âmes sensibles et rassemblent les bonnes volontés sur son «cas» afin de contribuer à trouver le changement sinon la solution idoine d'intérêt général. Ce long communiqué que nous vous invitons à lire ne vous laissera pas indifférent. Lisez !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Un jour, une équipe de la Gendarmerie de Hamdalaye est arrivée à ma résidence. C'était en 2014. J'étais absent. Le Commandant m'a dit par téléphone avoir reçu une plainte contre moi et qu'en ce moment même ses hommes étaient à ma résidence. Je lui ai dit que je ne tolérerai pas cette violation infondée de domicile. Il s'est excusé, m'a invité à me rendre à son bureau le lendemain et promis d'ordonner à ses hommes de quitter immédiatement ma résidence.

Quand je suis allé à la Gendarmerie le lendemain, le Commandant m'a dit : « Voici la fille qui a porté plainte contre vous. Elle dit que vous l'avez enceintée. Est-ce que vous la connaissez ? » J'ai tourné la tête vers elle, je l'ai regardée pour la toute première fois de ma vie. J'ai répondu : « Je ne l'avais jamais vue avant aujourd'hui ». Il a ajouté : « Pourtant, voici votre carte de visite qu'elle nous a donnée. Est-ce que c'est la vôtre ? » J'ai bien regardé, j'ai répondu : « Bien sûr c'est la mienne mais ce n'est pas moi qui la lui ai donnée. Je ne sais pas comment elle l'a eue ».

Au terme de notre long entretien, le Commandant a dit qu'il n'y avait absolument rien contre moi et que, lui, il ne pouvait pas me poursuivre. Il m'a prié de rentrer chez moi.

Plus de deux semaines plus tard, le même Commandant m'a appelé au téléphone et dit qu'un Juge du Tribunal de Dixinn lui avait donné l'ordre de me conduire dans son bureau. Je me présente. Il m'emmène chez le Juge Sékouba Condé qui lui dit de me conduire chez le Procureur Sir Aboubacar Sylla. Une fois chez ce dernier, il nous est demandé de retourner chez le Juge. Nous nous exécutons. Le Juge explique que je suis poursuivi, non pas pour «grossesse» mais pour «viol» et ordonne à deux Agents de m'emmener à la prison centrale.



Pour m'incarcérer, obliger mes parents à négocier et se remplir les poches, il fallait transformer l'affaire de «grossesse» et l'aggraver jusqu'au «viol». J'ai tout de suite décidé de me suicider dès que j'aurais l'occasion. Mais quand, en prison, tous les détenus sont venus se confier au Journaliste de profession que je suis, j'ai compris que chacun d'eux était une marchandise des Magistrats, j'ai renoncé à ma décision.

Un jour, pendant mon incarcération, un groupe de jeunes Magistrats sont venus avec la mission « visiter les prisons et leur condition de vie avant de commencer le travail ». J'ai décidé de leur parler. Ils m'ont écouté pendant près d'une heure déplorer surtout la corruption qui pousse à enfermer n'importe quel accusé (même sans la moindre preuve contre lui) et à négocier sa libération. J'ai donc invité ces jeunes Magistrats à ne pas suivre ces traces. Leur porte-parole m'a répondu, tenez-vous bien, ça peut choquer : « (...) Il est beaucoup plus facile de négocier avec un détenu qu'un accusé libre. (...) ». Si j'étais cardiaque, j'allais rendre l'âme à la seconde.

Incarcéré, j'informe mes parents et consulte immédiatement un Avocat qui est d'ailleurs mon cousin, Me Souaré Diop.

Très tôt le matin, mes parents viennent dans le bureau du Juge qui leur dit d'aller voir mon Avocat et que s'ils suivent les instructions de celui-ci, je pourrais être libéré le même jour. L'Avocat leur dit qu'il fallait juste trouver 5 millions pour le Juge et 5 millions pour le Procureur. On m'informe, je refuse de négocier.

Quelques jours après, mes parents réunissent les 10 millions, envoient à l'Avocat qui leur dit d'aller les déposer directement au Juge vu que le Procureur était absent du pays. Le Juge encaisse l'argent mais exige que j'accepte de négocier et donne 5 autres millions à la fille pour éteindre définitivement l'affaire avec un «Non-lieu» pur et simple. Je refuse encore. Un

très long et couteux défilé entre la prison centrale et le Tribunal commence. En 42 jours d'incarcération, je suis venu au Tribunal 21 fois et chaque déplacement coûtait à mes parents 500.000 FG appelés «Transport du détenu» mais directement versés au Juge. Je refusais toujours les exigences du Juge et appuyais mon refus en lui disant que «je préfère mourir dans ma dignité que vivre dans la honte». Il s'énervait et me ramenait en prison.

Mes parents ont envoyé les 5 millions. Le soi-disant père de la fille a exigé qu'ils envoient 10 millions. Ils ont accepté. Le Juge a demandé que je reconnaisse les accusations contre moi. J'ai refusé. Alors il a exigé que je m'engage à ne jamais poursuivre la fille. Sans discuter, je me suis engagé par écrit à ne jamais la poursuivre. Le soi-disant père de la fille a donné au Juge leur désistement signé par lui et sa fille.

Soudain, un homme a fait irruption dans la salle et dit au Juge que le Procureur dit de venir tous dans son bureau immédiatement. A notre arrivée, le Juge a fait le compte-rendu au Procureur en lui présentant les 10 millions et nos deux papiers (mon engagement à ne pas poursuivre la fille et son désistement à elle).

Le procureur a demandé, d'abord tout doucement, à la fille et son soi-disant père : «C'est vous qui avez réclamé cet argent ?» Ils ont répondu : «Oui !» Il a demandé encore : «C'est vous qui avez écrit et signé ce désistement ?» Ils ont répondu : «Oui !»...

Le procureur a longuement déploré l'acte et démontré qu'ils étaient des escrocs qui avaient menti pour m'arnaquer et soutirer mon argent. Il a tapé sur la table et juré que de telles arnaques et escroqueries ne se passeront jamais à son Tribunal.

Il a rendu les 10 millions à mes parents, annoncé qu'il allait immédiatement rédiger le non-lieu, ordonné ma libération et dit aux deux escrocs (la fille et son compagnon) de « dégager

» et que « dans les conditions normales, les deux devraient être poursuivis, arrêtés, emprisonnés, jugés et condamnés pour ce qu'ils venaient de faire ». Mes parents étaient très nombreux dans la salle. Une de mes sœurs avait tout filmé avec son téléphone au vu et au su des deux chefs (Procureur et Juge).

Je précise que le Juge n'avait pas présenté les 10 millions qui appartenaient à eux deux suite à la négociation de l'Avocat. Il n'avait pas non plus parlé des 500.000 X 21 = 10.500.000 qu'il appelait, dans le jargon du Tribunal, « Transport du détenu »

Le Procureur rédige et signe le non-lieu qu'il transmet au Juge. Le Juge m'appelle au téléphone, dit que le Procureur vient de lui transmettre le non-lieu mais qu'il faut absolument lui donner les 10 millions que le Procureur a rendus à mes parents sinon, il ne signera pas le non-lieu. Je lui dis de faire ce qu'il veut, que je ne lui donnerai jamais un centime et que, malgré son pouvoir d'aujourd'hui, moi, en tant que Musulman pratiquant, je suis convaincu qu'un jour, tôt ou tard, avant ou après la mort, il payera, avec les larmes aux yeux, la totalité du montant qu'il a arnaqué à mes parents.

Je suis allé expliquer tout ça en détail au Chef de Cabinet du Ministère de la Justice Me Koly Camara, au ministre de la Justice Me Check Sacko, au ministre des droits de l'Homme Kalifa Gassama Diaby, au président de la société civile Dansa Kourouma, au représentant du bureau des droits de l'Homme de l'ONU, au conseiller de l'ambassadeur de France Olivier Buchbinder ...

J'ai décidé de créer une ONG de défense des Droits de l'Homme pour lutter contre la corruption des Magistrats qui salit la Justice guinéenne, tue des innocents en prison, blanchit des coupables, libère des condamnés, empêche les vrais investisseurs à oser investir en Guinée, freine le développement de notre pays...

(A suivre...)

En bref

La Belgique va financer un projet de 3,4 millions d'euros en Guinée

Le gouvernement guinéen, le Fonds des nations unies pour la population (UNFPA) et le Bureau diplomatique du royaume de Belgique en Guinée ont procédé le mercredi 10 mai au lancement du projet «Contribution à la réalisation des droits à la santé sexuelle et reproductive pour les femmes, adolescents et jeunes des régions de Kindia, Mamou et Conakry».

Le projet vise à renforcer l'accès des populations à des services sociaux de base de qualité, notamment dans les domaines relatifs à la santé maternelles et des adolescents/jeunes, l'égalité de genre et le développement des jeunes dans les régions de Conakry, Kindia et Mamou. Financé à hauteur de 3,4 d'euros par le Royaume de Belgique, il bénéficiera de l'appui technique et financier de l'UNFPA pour une durée de 3 ans.

Pour Cheikh Fall, représentant résident de l'UNFPA en Guinée, «d'ici 2019, les interventions du projet contribueront à sauver les vies de 6213 femmes, à renforcer le potentiel de 4500 adolescents et de 8500 jeunes, à rendre autonome 1000 femmes et 600 filles en vue de leur protection contre les violences basées sur le genre (VBG) et les Mutilations génitales féminines (MGF)». Ce n'est pas tout. Ledit projet permettra de protéger 6500 nouvelles utilisatrices de planification familiale contre les VBG/VIH/SIDA, les grossesses précoces, non désirées et rapprochées.

«La coopération de l'UNFPA avec le gouvernement guinéen a permis de développer plusieurs initiatives notamment dans le cadre du relèvement et de la résilience post-crise Ebola», souligne M. Fall. Il réaffirme la disponibilité de son institution à travailler de concert avec les autorités guinéennes pour la réalisation des droits à la santé sexuelle et reproductive, le développement et l'autonomisation des jeunes et l'égalité de genre.

«Ce projet est une nouvelle opportunité de consolider et étendre notre intervention réussie dans les régions de Kindia, Mamou et Conakry en vue d'assurer un accès continu aux services intégrés de qualité notamment dans les zones rurales où vivent les populations les plus pauvres», détaille-t-il. Pour le secrétaire général du ministère du plan et de la coopération internationale, Péma Guilavogui, le projet en question contribuera à la réalisation des actions prioritaires du pilier capital humain du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020.



Avis d'Appel d'Offres N° AON/01/PRERTDC/M/2017 L'ACQUISITION DE TROIS (03) VEHICULES

1 L'Electricité de Guinée (EDG) à travers le Gouvernement guinéen a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en œuvre du Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Transport et de Distribution de Conakry (PRERTDC). Une partie de ce financement est destiné à l'acquisition de trois (03) Véhicules. Le marché s'exécutera dans un délai de six (06) semaines.

2 Le Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Distribution et de Transport de Conakry (PRERTDC) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser le marché suivant :

Fourniture de trois (03) Véhicule 4x4 Pick-up double cabines Tout Terrain.

3 - La participation à cet appel d'offres est ouverte tel que défini aux dispositions de l'article 20 et suivants du Code des marchés Publics et concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4 Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier complet d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Secrétariat du Projet à la Direction Etudes et Travaux, Immeuble EDG / Cité chemin de fer, 4ème étage ; bureau N° 419, Ville : Conakry, Boite postale : 1463, Pays : République de Guinée, Numéro de téléphone : (00224) 622-29-08-44**, à compter de la date de publication contre un paiement non remboursable de **500 000 GNF (Cinq Cent Mille de Francs Guinéens)**. Dans le compte bancaire ci-dessous :
Banque Centrale
N° de compte :

- Receveur Central Trésor N° TT1711842909 70%
- Redevances Régulations Marchés Publics N° TT1711861299 30%

5 Les offres rédigées en langue Française devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus tard le 23/06/2017 à 11 heures 30 minutes. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant le 23/06/2017, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse suivante : Direction Nationale des Marchés Publics, Quartier Coronthie, Près du Gouvernement de Conakry, Commune de Kaloum, Conakry à 11 heures 30 mn. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Amara CAMARA
Chef Projet



Avis d'Appel d'Offres N° AON/02/PRERTDC/M/2017 ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES

1 L'Electricité de Guinée (EDG) à travers le Gouvernement guinéen a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en œuvre du Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Transport et de Distribution de Conakry (PRERTDC). Une partie de ce financement est destiné à l'acquisition de matériels informatiques. Le marché s'exécutera dans un délai de six (06) semaines.

2 Le Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Distribution et de Transport de Conakry (PRERTDC) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser le marché suivant :

- Ordinateur fixe de bureau
- Ordinateur Portable
- Onduleur APC 1500 VA
- Imprimante couleur multifonctions
- Scanneur multipages
- Disques dur externe portable 2 TB

3 La participation à cet appel d'offres est ouverte tel que défini aux dispositions de l'article 20 et suivants du Code des marchés Publics et concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4 Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier complet d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Secrétariat du Projet à la Direction Etudes et Travaux, Immeuble EDG / Cité chemin de fer, 4ème étage ; bureau N° 419, Ville : Conakry, Boite postale : 1463, Pays : République de Guinée, Numéro de téléphone : (00224) 622-29-08-44**, à compter du Mercredi 17 Mai 2017 contre un paiement non remboursable de **500 000 GNF (Cinq Cent Mille Francs Guinéens)**. Dans le compte bancaire ci-dessous : Banque Centrale

N° de compte :

- Receveur Central Trésor N° TT1711842909 70%

- Redevances Régulations Marchés Publ N° TT1711861299 30%

5 Les offres rédigées en langue Française devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus tard le 23/06/2017 à 11 heures 30 minutes. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant le 23/06/2017, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse suivante : Direction Nationale des Marchés Publics, Quartier Coronthie, Près du Gouvernement de Conakry, Commune de Kaloum, Conakry à 11 heures 30 mn. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Amara CAMARA
Chef Projet



Avis d'Appel d'Offres N°AOI/01/PRERTDC/M/2017 ACQUISITION D'UN LOT MATERIEL SECURITE

1 L'Electricité de Guinée (EDG) à travers le Gouvernement guinéen a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en œuvre du Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Transport et de Distribution de Conakry (PRERTDC). Une partie de ce financement est destiné à l'acquisition d'un lot matériel sécurité. Le marché s'exécutera dans un délai de six (06) semaines.

2 Le Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux de Distribution et de Transport de Conakry (PRERTDC) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser le marché suivant :

- Perche pour coupe circuit aérien MT
- Testeur MT (VAT)
- Testeur BT (VAT)
- Mise à la terre et en court-circuit triphasée (câble plus accessoires)
- Echelle double
- Lampe (torche)
- Ceinture de sécurité
- Corde de service
- Cadenas de consignation
- Macaron de consignation
- Tapis isolant

3 La participation à cet appel d'offres est ouverte tel que défini aux dispositions de l'article 20 et suivants du Code des marchés Publics et concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4 Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier complet d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Secrétariat du Projet à la Direction Etudes et Travaux, Immeuble EDG / Cité chemin de fer, 4ème étage ; bureau N° 419, Ville : Conakry, Boîte postale : 1463, Pays : République de Guinée, Numéro de téléphone : (00224) 622-29-08-44, à compter du Mercredi 17 Mai 2017 contre un paiement non remboursable de 900 000 GNF (**

Neuf Cent Mille Francs Guinéens). Dans le compte bancaire ci-dessous :

Banque Centrale

N° de compte :

- Receveur Central Trésor N° TT1711842909 70%
- Redevances Régulations Marchés Public N° TT1711861299 30%

5 Les offres rédigées en langue Française devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus tard le 23/06/2017 à 11 heures 30 minutes. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant le 23/06/2017, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse suivante : Direction Nationale des Marchés Publics, Quartier Coronthie, Près du Gouvernement de Conakry, Commune de Kaloum, Conakry à 11 heures 30 mn. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Amara CAMARA
Chef Projet



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

TÉL.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com

Le journaliste d'investigation **Fernand Cello** arrêté à Madagascar

Reporters sans frontières (RSF) dénonce l'acharnement des autorités malgaches contre le journaliste engagé **Fernand Cello** qui a été placé en détention provisoire. Il doit répondre de sept chefs d'accusation appelle à sa libération immédiate.

Dans la soirée du 6 mai 2017, Avimana Fernand, alias **Fernand Cello**, journaliste d'investigation à Radio Jupiter, à Ilakaka, dans le sud-ouest du pays, a été arrêté par des individus se présentant comme des gendarmes, alors qu'il

sortait d'une clinique privée où il était soigné depuis quelques jours à Antananarivo, capitale de Madagascar.

Connu pour ses enquêtes et pour avoir notamment révélé l'existence d'une exploitation illégale de saphir dans la région d'Ilakaka, le journaliste est aujourd'hui sous le coup de sept chefs d'accusations dont "diffamation publique", "dénégation abusive", "propagation de fausses nouvelles", "appel à la haine" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat", sans qu'il soit possible de savoir à quels faits précis ces charges se

réfèrent. Une autre accusation pour "vol de chèques" a été rajoutée par la compagnie d'électricité Maherlla, dont il avait également dénoncé les malversations en août 2016.

"Reporters sans frontières dénonce les pratiques des autorités malgaches qui préfèrent harceler un journaliste pour son travail d'enquête plutôt que de regarder en face les conflits d'intérêts et la corruption qui minent la nation. L'excèsif nombre de charges retenues contre le journaliste montre qu'il s'agit simplement de mettre un terme aux investiga-



Avimana Fernand, alias Fernand Cello. Photo: RSF.

réseaux sociaux, dénoncé une exploitation illégale de saphirs par l'entreprise minière Gondwana appartenant à des proches du pouvoir. Ces révélations, qui lui ont valu d'être menacé de mort, avaient conduit le journaliste à se réfugier dans la capitale.

En août 2016 déjà, Radio Jupiter avait également été mise hors service par la compagnie locale d'électricité, Maherlla. Le fournisseur privé d'électricité avait coupé l'approvisionnement énergétique de la radio après la diffusion d'une émission du journaliste dénonçant la collusion financière entre l'entreprise et le maire d'Ilakaka. Le 21 avril dernier, le ministère des Mines a finalement décidé de suspendre les activités de la société Gondwana pour non respect des dispositions du Code minier. Encouragé par ce verdict, **Fernand Cello** avait repris plus ouvertement ses activités.

Madagascar occupe la 57e place sur 180 pays dans le Classement 2017 pour la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. ■



Le président Antonio Souaré (centre), Amadou Diaby et Ibrahima Blasco Barry. Photo: DR

Football Le président Antonio Souaré a pris part au 67e congrès de la FIFA

Le Président de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), Gianni Infantino a officiellement ouvert ce jeudi 11 mai 2017 au Bahrain International Exhibition & Convention Centre de Manama, les travaux du 67ème Congrès de la FIFA. Comme les 210 autres Associations Nationales Membres, la Fédération Guinéenne de Football, à travers son Président, Mamadou Antonio Souaré, entouré du premier vice-président, Amadou Diaby Avenir Feguifoot et du secré-

taire général, Ibrahima Barry Blasco, participe à ce Congrès qui enregistre plusieurs points à son ordre du jour notamment le vote d'approbation du procès-verbal du 66e Congrès de la FIFA tenu à Mexico, les 12 et 13 mai 2016, la remise de distinctions, l'examen des rapports d'activités, des prochains événements de la FIFA comme la Coupe du Monde Russie 2018, le Qatar 2022, l'examen des questions de Finances et Gouvernance, des Comptes consolidés pour 2016, des Comptes statutaires de la FIFA pour 2016, du Rapport du Cabinet d'Audit externe, du Rapport du président de la Commission d'Audit et de Conformité de la FIFA, du vote d'approbation des comptes consolidés pour 2016, du vote d'approbation des Comptes Statutaires pour 2016, du Budget détaillé pour 2018 et son vote, la désignation du Cabinet d'Audit externe pour la période 2017-2019, le vote concernant les propositions d'amendement aux Statuts de la FIFA, au Règlement d'application des Statuts de la FIFA et au Règlement du Congrès de la FIFA, les discussions autour des propositions soumises par les associations membres et le Conseil comme la demande de reconnaissance officielle du droit de la Fédération

Palestinienne de Football à disposer de tous ses droits tels que décrits dans les Statuts de la FIFA, la demande Cap-Verdienne d'amendement des dispositions du Règlement d'application des Statuts de la FIFA concernant les conditions d'éligibilité d'un joueur en équipe nationale ou celle Rwandaise portant sur la Rémunération des membres du Conseil de la FIFA et des présidents des associations membres. Durant la journée, ces points et bien d'autres feront objet de discussions, adoptions ou rejets. Dès après, le Président Antonio Souaré s'est envolé pour l'Afrique du Sud pour assister vendredi 12 mai 2017 au premier match du Horoya Athletic Club contre Super-sports Uniteds à Pretoria dans le cadre de la phase de Poules de la Coupe de la CAF. Un match aller qui s'est soldé par un nul (2-2).

Témoignage sur un cas d'incivisme

Gassim Keita habite Conakry et travaille pour la société de distribution d'images télé **Startimes**. Il témoigne sur un cas d'incivisme.

«Il y a eu un accident de circulation le samedi 22 avril 2017 dans les environs de 14h, plus précisément au carrefour Minière. Une fillette s'est fait renverser par une voiture de marque Peugeot 306. J'étais en compagnie d'un jeune.

Ensemble, nous avons pris le courage d'envoyer la fillette dans la clinique la plus proche du lieu d'accident. Le médecin donne l'ordre de l'évacuer d'urgence à l'hôpital Donka pour faire la radiographie. Je suis porte volontiers de l'ambarquer dans ma voiture pour la conduire à Donka et de après, la ramener à ladite clinique. Le conducteur de la Peugeot 306 se lamentait d'avoir eu un choc. Après vérification, l'on s'est rendu compte que sa voiture n'était même pas assurée. Ce cas, interpelle tout un chacun et nous amène à se demander combien de véhicules roulent actuellement sans assurance et combien de conducteurs sont munis d'assurance sans pour autant en connaître le rôle et l'avantage de l'assurance. Je demande donc à tout témoin



Secourir un accidenté est un acte citoyen. Photo: Fournie.

d'accident qui vient de se produire, de bien vouloir assister immédiatement la ou les victimes.

Comme beaucoup le savent, dans un accident de circulation la première des choses à faire c'est de prendre l'accidenté et l'amener dans un centre de santé le plus proche; cela peut donner une chance à la victime de survivre. ■

Sagesse

■ Si quelqu'un t'a mordu, il t'a rappelé que tu avais des dents.
(Peul, Centrafrique)

■ L'être humain perd sa santé à gagner de l'argent puis il perd son argent à se refaire une santé. Il pense au futur au point d'oublier le présent de sorte qu'il ne vit ni dans le passé ni dans le futur. Finalement, il vit comme s'il n'allait jamais mourir et il vit comme s'il n'avait jamais vécu.
Daïla Lama (Tibet)



Guinée Site

Votre site d'informations sur la Guinée Conakry

Consulter www.guineesite.com

un site d'informations générales sur la Guinée, spécialisé dans la publication des appels d'offres et des offres emplois.

Alpha'O réussit son 3e FIMOG



Aissata Camara, mannequin d'Alpha'O. Photo: DR.

Cet ancien mannequin reconverti en styliste se bat comme un beau diable pour le rayonnement de la mode de son pays. C'est dans cette optique qu'il a initié et réussi l'organisation du Festival international de la mode guinéenne (Fimog) dont la 3e édition a eu lieu du lundi 8 au samedi 13 mai 2017 à Conakry. L'objectif, selon Alpha'O Bah, vise à favoriser l'émergence de la mode guinéenne. Parce que conscient que le pays de Katoucha Niane, qui a été au firmament de la mode, a besoin de faire sa promotion à l'échelle planétaire. Chose qui motive davantage Alpha'O à mettre en exergue les mannequins et jeunes stylistes en vue de leur propulsion au devant des scènes internationales de mode.



Alpha'O. Photo: DR.

La mode étant un secteur pourvoyeur d'emplois et donc générateur de revenus, le styliste Bah estime que si aujourd'hui on veut réussir le combat contre l'immigration

clandestine, le chômage ou encore la délinquance juvénile, il est plus qu'impérieux de contribuer à la promotion de cette mode.

Absente du pays depuis 14 ans, Virginie Touré, fondatrice du festival de musique, de rencontres et de mode *Sigui Domma*, a salué la perspicacité du mannequin Alpha'O qu'elle «a entretenu (il y a bien des ans) dans son écurie, pour son combat à hisser haut la mode guinéenne tout en mettant en lumière toute cette industrie qui se trouve autour, notamment l'artisanat, la coiffure et le mannequinat».

Cette 3e édition a été auréolée de plusieurs activités et s'est étendue sur une semaine. Après le défilé en prêt-à-porter et accessoires lundi 8 mai, un second défilé a eu lieu le mardi 9 dédié exclusivement aux jeunes stylistes cette fois-ci. Le mercredi 10, s'est tenu le concours du défilé *Top Model Guinée* à l'issue duquel une élue a été désignée pour représenter le pays au *Concours des mannequins du monde*. Le jeudi 11, les spectateurs ont eu droit au défilé *Jeune styliste* et à la finale du *concours Jeune styliste national*. Le premier à se hisser à cette autre compétition bénéficie d'un stage en France. Et le vendredi 12 a été marqué par la grande soirée d'avant la finale samedi 13.

Un festival qui a eu du succès sur toutes les lignes et qui a été couronné par un concours doté du double prix Rokia Kaba et Jean Duchet.

Par Mady Bangoura



BOXE

Une championne française nommée Mariam Sankhon

La bonne nouvelle qui fait l'actu, la voilà: Mariam Sankhon vient de remporter le championnat de France de sa catégorie. La jeune pugiliste de 13 ans est d'origine guinéenne. Son père n'est pas un champion de boxe, mais l'un des as de la politique de son pays. Malick Sankhon, c'est son nom, est l'actuel directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). A l'image de sa fille qui fait la fierté de la nation française et des membres de la diaspora guinéenne, Sankhon gagne toujours le pari d'apporter chaque jour un plus en termes d'innovations dans la modernisation et la promotion de la sécurité sociale en Guinée au bénéfice des assurés sociaux. ■

Acrostiche au Président Guillaume Soro



8 Mai 1972-8 Mai 2017 - Guillaume Soro le président de l'Assemblée nationale de la république de Côte d'Ivoire a 45ans.

Guillaume le Conquérant, le surnomment certains africains.

Un rebelle clairvoyant, pour d'autres, et un fin politicien.

Il ne rate rien du Sénoufo Niaroforo orthodoxe de Ferké:

Le sens de l'honneur, le travail peaufiné, la loyauté.

La manière de travailler prime la manière de parler,

Aimait à le dire son grand ancêtre Twaconyo Soro.

Un Sénoufo, ayant connu les rigueurs du rite Poro,

Mérite-t-il d'être inquiété, menacé un peu de trop?

Est-ce bien connaître le lion en l'attachant avec des fibres de gombo?

Six attentats déjoués et six fois la prison en disent long sur l'ivoirien Soro.

Oui, Honorable Soro, «Le destin des hommes n'appartient qu'à Dieu».

Reconnais-tu toi-même dans ton livre de tous les aveux.

Orienté toujours tes actions vers ce qui rend ton Peuple heureux.

4e Semaine de la sécurité routière mondiale des Nations-Unies *L'Obsermu au cœur de la célébration*

L'humanité a célébré du lundi 8 au dimanche 14 mai 2017 la 4e Semaine de la sécurité routière mondiale des Nations-Unies. Une commémoration qui serait passée inaperçue si l'Observatoire guinéen de la sécurité routière et de la mobilité urbaine (Obsermu) n'avait pas voulu y apposer son empreinte.

C'est dans ce cadre que cette jeune entité a initié une série d'activités allant dans le cadre de l'information, du plaidoyer et de la sensibilisation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la sécurité routière, autour du thème: **Sauvez les vies, ralentissez !**

Une occasion que le président de l'Obsermu a saisie pour mettre l'accent sur les dangers de la vitesse et les mesures qui peuvent contribuer à réduire le nombre de décès, de blessés ainsi que de nombreuses autres victimes d'accidents de la route.

Dressant une statistique plus ou moins exhaustive du taux d'accidents survenus en 2016, **Mamoudou Keita** a fait mention de 327 tués à travers le pays, avec une progression de 100% entre le premier et le second semestre. « *Ce qui prouve que*

l'insécurité routière est grandissante en Guinée », a-t-il fait remarquer.

Sur l'importance des statistiques, M. Keita a indiqué que celles-ci constituent un instrument de gouvernance. Ce qui a permis à son ONG de présenter la route nationale Conakry-Boké comme la plus meurtrière. Notamment avec le fâcheux accident survenu samedi 6 mai à Dubréka et qui en reste une parfaite illustration, mais aussi cet autre accident de la circulation ayant coûté la vie à un citoyen porté par un taxi-motard et qui a été l'élément détonateur des émeutes de Boké.

Le surnombre, la surcharge, l'excès de vitesse et le dépassement dangereux sont autant de facteurs qui entrent dans la survenue d'un accident à travers le pays. A ceux-là, s'ajoute le facteur humain qui reste déterminant.



La Semaine de la sécurité routière mondiale a été instituée par les Nations-Unies Photo: DR

Cependant, les routes de Guinée sont quasi muettes. Les autorités n'attendent que survienne un drame pour annoncer de nouvelles réformes. Or, il convient d'être proactif et ne pas toujours attendre qu'un drame se

produise pour agir, soit en allant présenter les condoléances, soit apporter une quelconque assistance circonstancielle. Instituée par les Nations-Unies, la *Semaine de la sécurité routière mondiale* vise à mieux faire connaître les dangers de

la vitesse et à susciter des interventions permettant de lutter contre les risques d'accident en sauvant ainsi des vies sur les routes.

Par Mady Bangoura

L'OIM facilite le retour volontaire de 165 migrants vivant en Libye

Le 4 mai 2017, l'Organisme des Nations Unies chargé des migrations (OIM) a aidé 165 migrants échoués en Libye - 152 hommes et 13 femmes - à rentrer en Guinée. Le groupe comprenait cinq mineurs non accompagnés, un bébé et un cas médical. Ces migrants qui ont sollicité l'aide de l'OIM pour retourner volontairement en Guinée, font partie des nombreux guinéens qui vivent en situation irrégulière en Libye, souvent dans des conditions difficiles. Parmi les passagers, 147 ont été détenus au centre de détention de Trig al Seka, tandis que 10 étaient au centre de détention d'Abu Salim, les huit autres logeaient dans des zones urbaines.

Ce vol charter, financé par les Pays-Bas, a quitté l'aéroport Mitiga de Tripoli et est arrivé à Conakry le soir même. L'OIM a effectué des entrevues avant le départ, des examens médicaux et a facilité l'obtention de visas de sortie pour tous les passagers. Les migrants ont également reçu une assistance supplémentaire sous forme de kits, comprenant des vêtements et des chaussures. Parmi les passagers Mariam*, une jeune femme de 19 ans. Elle explique avoir quitté la Guinée, où elle travaillait comme couturière, il y a presque un an. Elle est arrivée en Libye après un voyage de deux mois à travers la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Niger, voyageant avec deux amies, l'une est morte en Libye. Elle ne sait pas ce qui est arrivé à l'autre. Mariam a été

maltraitée par ses employeurs en Libye. Après deux tentatives échouées d'atteindre l'Italie via la Méditerranée, elle a décidé de rentrer en Guinée pour reprendre son métier de couturière. Un autre des passagers, Amara*, 20 ans, a été pris pour cible par des passeurs de la côte de Zuwara, il a reçu une balle à la jambe. Quant à Bamba*, 30 ans, il a payé l'équivalent de 3 000 euros pour traverser le désert. Sur le chemin, il a été kidnappé deux fois et a failli mourir. Aujourd'hui, il souhaite redémarrer sa vie en Guinée.

Les équipes de l'OIM Guinée, du SENAH (Service National des Affaires Humanitaires), des représentants du Ministère des Guinéens de l'Étranger et du Ministère de l'Action Sociale, ainsi que la Croix Rouge,

étaient à l'aéroport pour les accueillir. Les migrants retournés ont été pris en charge par l'OIM Guinée qui leur a fourni de quoi se restaurer avant de les enregistrer, et de procéder au profilage de

chacun d'entre eux. Ces questionnaires permettront ensuite à l'OIM et à ses partenaires de mieux appréhender le profil des migrants irréguliers, de connaître les raisons de leur

départ, d'avoir une idée sur leur parcours migratoire et des informations sur leurs conditions de séjour en Libye. Après cette étape de profilage, l'OIM a remis à chaque migrant une petite enveloppe d'un équivalent de 50 €, comme frais de transport pour leur destination finale, en attendant d'étudier leur cas et ainsi pouvoir leur faire d'autres propositions alternatives, pour assurer leur réintégration durable en Guinée. Les migrants retournés résidents à Conakry ont pu rentrer directement chez eux, les autres, originaires des différentes régions de Guinée, ont été hébergés pour une nuitée par le SENAH au Centre de transit de Matam. Ils pourront ensuite rejoindre leur destination finale.

Depuis début 2017, l'OIM Libye a aidé 3 089 migrants échoués à retourner dans leur pays d'origine. Parmi ceux-ci, 601 étaient admissibles à l'aide à la réintégration. Le vol arrivé jeudi dernier est le troisième depuis début 2017 organisé par l'OIM pour des migrants guinéens en provenance de Libye (les deux premiers concernaient 133 personnes). Il s'ajoute aux retours d'autres ressortissants guinéens du Bénin, du Cameroun, d'Égypte, du Maroc et du Niger, également échoués dans leur parcours migratoire. ■

* Les noms des migrants ont été modifiés pour protéger leur vie privée. ■



Rentré au pays, il remercié le Ciel. Photo: DR.



Les migrants ont reçu une assistance supplémentaire sous forme de kits, comprenant des vêtements et des chaussures. Photo: DR

Anniversaire de la RTG 40 ans après, la lente descente aux enfers d'un média d'Etat !



Equipements vétustes, personnel en besoin sans cesse de perfectionnement - voire en proie à une démotivation permanente... Pathétiques festivités que celles célébrées le dimanche 14 mai 2017 par la Radiodiffusion télévision guinéenne (RTG) pour couronner ses 40 ans d'existence, pendant que le personnel continue de broyer du noir.

Le point focal des festivités officielles, renvoyé au niveau de Koloma, a certes donné lieu à des parties de "réjouissance", comme ils les affectionnent tant ces journalistes, mais n'a guère permis de mener des réflexions sur le devenir de cette maison, mis à mal par la libéralisation ou les problèmes de fond qui l'assaillent depuis sa création le 14 mai 1977.

Alors qu'elle vient de célébrer, avec un faste inédit dans sa longue histoire, quatre décennies de labeur au service des pouvoirs politiques, la RTG continue inexorablement sa descente aux enfers.

Entre deux toasts, le dimanche 14 mai dernier, le directeur général de la RTG, Yamoussa Sidibé se félicitait des "progrès" réalisés par sa structure depuis qu'il est aux manettes, avant d'être vite rappelé à plus d'humilité par un de ses convives. « Faux ! », rétorquait ce dernier, citant, à juste titre, le « nouveau lifting du plateau du JT d'une chaîne de télévision d'un pays frontalier, parvenue en moins de 2 années, à augmenter son audience et à ne plus rien envier aux chaînes occidentales. »

La RTG (radio et télévision), c'est l'histoire d'une marche effrénée vers des projets modernisant, vite rangés dans les tiroirs.

Offerte par l'Allemagne fédérale, il y a juste 48 ans, la radio nationale est restée, une génération plus tard, l'ombre d'elle-même.

De nombreux programmes de développement de ce média d'Etat ont été conçus pour en faire un véritable fleuron de l'univers médiatique. Mais, très vite transformé en instrument de propagande.

Passée l'époque des grandes voix, et des grandes plumes qui ont jalonné le parcours de la RTG, et fait des émules sur tout le continent, les journalistes et animateurs de la maison ne sont particulièrement pas perçus de nos jours pour être des parangons de performance et de vertus.

Journalistes formés sur le tas... et équipements vétustes

On est ainsi bien loin de l'époque des Albert Kouloumy, M'Baye Diagne Black, Mamadou Dia, Ansoumane Bangoura, formés aux bonnes écoles dans le cadre de programme soutenable et qui faisaient la fierté de toute une nation. Les plans de remise à niveau et de formation des agents à la RTG (radio et télévision) sont à l'abandon. Officiellement, faute de moyens. Mais plus prosaïquement, les contre-performances enregistrées dans le fonctionnement de la maison-mère de la télévision semblent être le résultat d'une absence de



Le directeur général de la RTG et le ministre de la Communication.

stratégie, voire de leadership. Car, les initiatives étrangères en faveur de cette RTG ne manquent. Mais encore faut-il un homme au pedigree de battant pour convaincre les partenaires et mobiliser les flux de financements annoncés. Il y a quelques années dans le souci d'étoffer la RTG, en équipements et surtout en personnel de qualité, des partenaires chinois s'étaient engagés à y injecter, sans se compter, fonds et équipements. L'objectif de cet énième appui chinois à la Télé, au-delà des visées affairistes que de mauvaises langues à la RTG lui prêtaient, était noble : offrir enfin à l'Etat guinéen, dont dépend la RTG, les moyens de mieux se vendre sur le plan international. Ce, grâce aux nouvelles technologies. Depuis l'annonce de cet appui, plus rien. Il y a que le dossier reste bloqué.

Selon de bonnes sources, le développement du numérique aidant, le chef département des Nouvelles technologies et de l'économie numérique, s'est juré de contrôler le projet traditionnellement du ressort de son homologue de la Communication. Depuis lors, l'on assiste à une guerre feutrée entre les deux départements.

Où est passé le dossier Star times ?

Outre le volet équipement de la boîte, l'appui du partenaire devrait faciliter, sur la base des besoins, le perfectionnement des journalistes et animateurs de la RTG.

Il faut dire que l'essentiel des plans de formation des agents se résument en des voyages d'études ou de partage d'expériences, qui se transforment vite en voyages de plaisance.

Non soumis aux rigueurs d'obtention de visas vers les capitales occidentales, ils s'en donnent à cœur joie.

A la RTG, on se félicite de la qualité des nouveaux équipements, à la pointe de la technologie, gracieusement mis à disposition par des partenaires il y a quelques années. Sauf que, faute d'entretien et de techniciens capables de les manipuler, la plupart de ces équipements sont inutilisables. Ainsi se pose l'épineuse question de

formation des techniciens à la fois dans l'utilisation et le maintien des équipements. L'une des questions à la RTG, se pose en termes de relève. Car, c'est un secret de polichinelle, être journaliste à la RTG est synonyme de "vie longue". Il n'existe pas, là encore, de plan de succession ou de coaching devant faciliter la montée des jeunes nouvellement recrutés. Hormis à la Direction générale, dont les titulaires changent selon les aléas du régime.

La célébration de l'an 40 de la RTG ne devrait-il pas donner l'occasion de faire un bilan des acquis et des défaillances de cette télévision ?

Nombre de journalistes, rencontrés samedi dans la foulée des préparatifs de cette fête ont, sous le sceau de l'anonymat, plaidé pour des assises, en lieu et place des jouissances. « Je ne sais pas si vous l'appelleriez atelier, séminaire, états-général ou que sais-je encore ? Mais deux jours de réflexions sur les problèmes de la RTG passeraient mieux à nos yeux », a soufflé dans nos oreilles un d'entre-eux. Avant d'ajouter, presque menaçant : « notre avenir et celui de la maison en dépendent. »

Mais il n'y a guère lieu d'être pessimiste. La RTG-Koloma, la fameuse chaîne du changement, bénéficie depuis 7 ans des appuis conséquents du premier magistrat de ce pays, qui plus est, dispose dans son entourage immédiat deux compétences rompues au métier, le ministre d'Etat **Tibou Kamara**, conseiller personnel du chef de l'Etat et le ministre de la Communication, **Rachid N'Diaye**.

Une chose reste certaine, la célébration avec pompe de ces quatre décennies d'existence a eu le mérite d'occulter la lourde dette de ce média devenu l'antithèse d'un organe public d'informations vis-à-vis de son public.

Les Guinéens ne s'identifient d'ailleurs plus guère à la télévision nationale, ni à leur radio, et sont devenus plus que jamais accros aux chaînes privées ou étrangères.

Ils sont en retour bien servis par la RTG: grille de programmes inadaptés, coupures fréquentes, mauvaise qualité sonore, journalistes abonnés à de scandaleuses dérives professionnelles.

Retour sur quatre décennies d'une descente aux enfers, et que la fête soit belle !

Signe des réalités de la crise que ne cesse de projeter la RTG en longueur d'émissions, les festivités ne dureront que l'espace d'une seule journée ! Celles-ci ont démarré au «sanc-tuaire» de la télévision, à Boulbinet, pour s'achever à Koloma.

Par **D. Alpha**

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE Macron vainqueur à Conakry, nouveau locataire de l'Elysée !

Le candidat d'En marche est sorti vainqueur du second tour de la présidentielle française. A Conakry, Emmanuel Macron est venu en tête avec 87% des voix contre 13% pour Marine Le Pen. Il y avait 1765 français inscrits sur la liste électorale de l'ambassade de France en Guinée. 621 votants dont 5 bulletins nuls et 32 blancs, avec

un suffrage exprimé de 584 voix. Emmanuel Macron a récolté 508 des voix (87%) contre 76 (13%) pour Marine Le Pen.

Sentiments d'électeurs

Comme ailleurs dans le monde, ils sont nombreux à avoir misé sur Macron. Lisez notre panel ! ■

Que représente ce vote pour vous ?

Panel réalisé par **Abdoul Malick Diallo**



Anonymat

«J'espère que le parti FN ne passe pas parce que je pense qu'on ne construit pas un pays sur la division, la haine. Le FN joue sur la haine et la confrontation entre les différentes communautés. On ne peut pas construire un pays avec ça.»



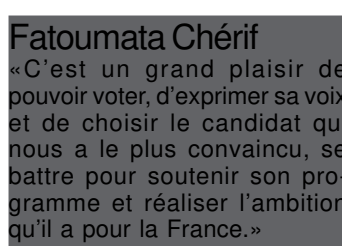
Sophie Aïd Belaïd

«J'étais embêtée par ces deux candidatures. J'ai dû quand même voter pour une personne moins pire que l'autre, mais ce n'est pas pour autant que je soutiens cette personne.»



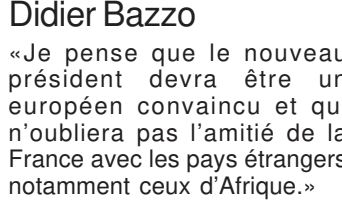
Condé Adama Manyan

«Je sens avoir accompli mon devoir de citoyenne.»



Fatoumata Chérif

«C'est un grand plaisir de pouvoir voter, d'exprimer sa voix et de choisir le candidat qui nous a le plus convaincu, se battre pour soutenir son programme et réaliser l'ambition qu'il a pour la France.»



Didier Bazzo

«Je pense que le nouveau président devra être un européen convaincu et qui n'oubliera pas l'amitié de la France avec les pays étrangers notamment ceux d'Afrique.»



Cédric Martin

«D'une manière générale, que ça soit au premier ou au second tour, je suis satisfait d'avoir pu exercer mon droit et mon devoir de citoyen.»



Houssein Youssef

«Voter c'est un devoir avant tout et j'ai choisi mon candidat. Nous souhaitons que le nouveau président sera à la hauteur des attentes des français. C'est-à-dire apporter un peu de changement.»



Noémie

«J'ai voté pour Emmanuel Macron. Même si je n'adhère pas à tous les aspects du programme de Macron, je pense qu'il était de mon devoir de faire un barrage au FN.»



Louis Marshall

«C'est une satisfaction. On souhaiterait avoir un président qui ne soit pas comme les autres et qui puisse nous traiter d'égal à égal, nous aider dans ce qu'on veut faire, mais pas nous dicter nos conduites.»

Elections législatives algériennes : Forte affluence à Conakry

La communauté algérienne de Guinée, à l'instar de ses compatriotes établis à travers le monde, a voté jeudi 4 mai 2017 au compte des élections législatives.

A Conakry, cette consultation s'est déroulée dans la totale la convivialité. Ce, grâce aux conditions de préparation, d'organisation et de déroulement instaurées par SE M. Fassih Rabah et ses collaborateurs, en vue d'une bonne tenue de cette importante consultation électorale. Puisque devant déboucher sur la mise en place d'une nouvelle législature pour un mandat de 5 ans, allant de 2017 à 2022.

Il a été donné aux ambassadeurs d'Algérie à l'étranger la possibilité d'ouvrir les bureaux de vote jusqu'à 120 heures avant le 4 mai 2017, jour proprement dit de la tenue de ces élections. C'est pourquoi depuis le 30 avril, un bureau de vote a été ouvert au sein de sa représentation basée à Conakry jusqu'au soir du jeudi 4 mai. Pour réussir ce challenge, les autorités algériennes n'ont pas lésiné sur les moyens. En témoigne l'ensemble des dispositions prises notamment au

plan organisationnel, logistique et matériel en vue de la bonne tenue de ces élections.

La communauté algérienne a été largement sensibilisée sur l'importance de cette consultation électorale.

Au moment où nous quittons lieux, l'affluence était remarquable. Puisque sur 39 inscrits, 32 avaient déjà voté pour leurs candidats respectifs.

Enjeux

Ces élections législatives revêtent une importance particulière. Elles interviennent dans un contexte marqué par l'adoption et la promulgation le 6 mars 2016 de la nouvelle Constitution algérienne, qui renforce le pouvoir parlementaire et l'action de l'opposition parlementaire. Toute chose qui va influencer sur le bon fonctionnement des 3 pouvoirs, dans la mesure où le Parlement aura les moyens de contrôler l'action gouvernementale.

Il y aura également la possibilité de faire des projets de nouvelles lois.

Par Mady Bangoura



Jeudi 4 mai 2017, jour de vote à l'ambassade d'Algérie à Conakry. Les députés qui seront élus vont renforcer et donner plus de pouvoir au Parlement en vue de contribuer à un meilleur fonctionnement des institutions de l'Etat. Photo: Mady Bangoura.

Saga Black Mafia 6, l'album de consécration de Takana Zion



Mohamed Mouctar Soumah s'est forgé un personnage incontournable au fil des ans dans l'échiquier musical guinéen et même au-delà.

L'artiste s'apprête à célébrer ses 10 ans de carrière le vendredi 19 mai à Conakry. L'événement sera mis à profit pour faire la dédicace de son nouvel opus. Une suite logique de ce que **Takana Zion** a déjà fait dans ses différentes œuvres musicales : sensibilisation et éveil des consciences.

Par sa **Saga Black Mafia 6**, Takana Zion devient le pair éducateur et sensibilise sur tout ce qu'on peut connaître comme maux qui assaillent la société guinéenne.

Véritable consécration donc, avec pour particularité, cet aspect éducatif. « Car, l'éducation de la femme, c'est l'éducation de la société. Vous avez le morceau comme *Yougué kobi*. Ce sont des choses qui se passent ici aujourd'hui. Il n'y a

pas 2 ou 3 mois que vous avez vu des sextapes sortir de partout, venant de grandes personnes et qui sont bien connues ici. Vous voyez que les jeunes filles se vendent dans les rues ici, aux yeux de tous. Et c'est comme si de rien n'était. C'est justement pour ces problèmes-là que nous sommes là pour apporter la lumière, éduquer les youth (jeunes), et montrer que l'éducation de l'homme est individuelle. Mais, l'éducation de la femme, c'est l'éducation de la société. Donc, quand on rate l'éducation de la femme, c'est que la société est en danger. Ce sont entre autres thématiques que j'ai abordées dans cet album », égrène, entre autres, **Takana Zion**.

En 10 ans, le reggaeman se targue d'avoir versé sur le marché de disques guinéen plus de 1000 morceaux.

Par Mady Bangoura

ARMP : FORMATION DES COMMISSIONS DE PASSATION DES AUTORITÉS CONTRACTANTES

Ce jeudi 4 mai 2017, l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a démarré son programme de formation permanente par une session dédiée aux commissions de passation à son siège. Les objectifs de cette formation sont entre autres : faire comprendre aux participants le rôle d'une commission de passation des marchés ; la procédure de demande de cotation et les processus d'ouverture et d'évaluation des offres pour les cotations.

Ce programme de formation touche tous les acteurs de la commande publique, de l'administration mais aussi les soumissionnaires et le privé. La formation va s'étendre tout au long de l'année.

Le directeur de la Formation et des appuis techniques, **M. Paul Bomboh**, a rappelé que la formation et l'information font partie des missions qui sont assignées à l'ARMP.

Il explique les raisons de cette session de formation, en ces termes : « La formation et l'information font partie des missions assignées à l'ARMP et l'argent public doit être dépensé selon des règles et en matière de marchés publics et selon le Code des marchés publics. Donc, la qualité de la dépense publique, l'efficacité de la dépense publique, dépendra du niveau de formation des acteurs de la commande publique. Ce programme de formation touche les acteurs de la commande publique, de l'administration mais aussi les soumissionnaires, le privé. Parce que c'est toute une chaîne. Et si le système

fonctionne bien c'est parce qu'au niveau de chaque maillon de la chaîne il y a des informations qui sont bien comprises et bien intégrées. Donc le système qu'on a mis en place est un système de formation permanente, c'est-à-dire que tout le long de l'année en raison de deux jours par semaine, les acteurs de la commande publique pourront venir se former à l'ARMP. Il suffit simplement d'écrire un courrier officiel au directeur général ou envoyer un mail à l'adresse: formation@armpguinee.org.

Nous avons conçu ensemble ces modules en compagnie de la Direction nationale des marchés publics (DNMP) et de l'Administration de contrôle des grands projet et marchés publics (l'ACGPMP). Ce sont des modules qui sont adoptés à des cibles. Au lieu d'une formation globale, on a préféré segmenter les acteurs et leur construire des modules adaptés à leurs fonctions, notamment pour les personnes responsables des marchés publics (PRMP), pour les commissions de passation à l'intérieur des départements et aussi pour les commissions de contrôle et pour les opérateurs économiques. Alors, nous souhaitons que cette formation permanente puisse se maintenir, évoluer avec des modules de formation de plus en plus sophistiqués pour pouvoir améliorer le niveau des acteurs, c'est-à-dire renforcer la capacité de ces acteurs. »

Karifa Fofana de la Direction nationale des marchés publics, a pour sa part mis l'accent sur les structures de contrôle des marchés : « Le contrôle doit être

exercé au niveau des autorités contractantes. Pour ce, il faut activer ces structures parce que le contrôle est exercé au niveau central. Et au niveau des autorités contractantes, il n'y a pas de contrôle. Certes, des structures existent de façon légale mais l'application de leur mission n'est pas fonctionnelle. Donc, il faut les activer, les mettre au travail et les former. Parce qu'un contrôleur qui n'est pas formé ne peut pas apporter de résultats. Donc, il faut les former pour qu'ils comprennent la mission qui leur est dévolue et quels sont les enjeux de cette réforme. Parce que cette réforme repose sur le contrôle, sur la régulation mais aussi sur la passation. Donc, si la passation fonctionne normalement, la régulation fonctionne normalement et si le contrôle ne fonctionne pas, ça n'a pas de sens. Donc, il faut activer ces cellules de contrôle pour leur dire ce qui est de leur mission et ce qu'ils peuvent apporter au système. »

L'ARMP est une autorité administrative indépendante chargée d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et délégations de service public en République de Guinée.

Placée sous l'autorité directe du président de la République, elle est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion administrative et financière.

Par Moussa Diabaté



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE





Le Salon International de l'Habitat et de la Construction est une initiative portée par AXE EXPANSION (AXEX).

Promoteur de l'événement, **AXEX** est une Société à Responsabilité Limitée (SARL) de droit guinéen dont le siège se trouve à Almamy dans la Commune de Kaloum à Conakry. Elle regroupe en son sein une équipe de jeunes professionnels ayant plus de 10 ans d'expérience dans la promotion économique de la Guinée à travers l'organisation des Foires, Salons Professionnels, Expositions, Mise en Relation d'Affaires et Enquêtes Socio-économiques.

Dans le souci de promouvoir le secteur de l'Habitat et de la Construction et de profiter de l'expansion générée par ledit secteur dans notre pays, il est organisé le SIHaCo afin d'offrir aux acteurs de la filière l'opportunité de développer des synergies pour leur croissance respective.

En mettant en place cette plateforme, le SIHaCo vise l'objectif de faire de la Guinée une destination privilégiée pour l'ensemble des acteurs de la construction en provenance du monde entier.

SIHaCo : Salon des professionnels du BTP, du 18 au 22 Mai 2017 au PALAIS DU PEUPLE A CONAKRY.

Le **SIHaCo** est dédié aux professionnels du bâtiment, des travaux publics, des nouvelles énergies et de l'environnement.

SIHaCo : C'est le PLUS Grand Rendez-Vous en Guinée des acteurs du monde de l'Habitat et de la Construction.

SIHaCo : c'est une véritable vitrine dédiée aux prestataires de services et entreprises du bâtiment et des travaux publics.

L'occasion pour les exposants de mettre en avant leur savoir-faire et les dernières innovations pour accrocher les visiteurs, organismes professionnels et institutionnels, collectivités, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, artisans, prescripteurs, entrepreneurs, etc.

En Avril prochain, plus d'une centaine d'exposants (de matériaux et matériels de construction, de machines, d'engins et entreprises de services, entreprises de travaux, bureaux d'études et chercheurs, prestataires divers) et plus de 10.000 visiteurs professionnels (maîtres d'œuvre, architectes, ingénieurs maîtres d'ouvrage, prescripteurs, PME et artisans, services techniques des collectivités) sont attendus à Conakry.

SIHaCo se veut le plus grand salon international de l'habitat et de la construction en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi, tous les professionnels de la construction s'y rencontrent pour développer des affaires, promouvoir leurs entreprises, lancer des nouveaux produits et découvrir les dernières innovations.

Pour cette 2ème édition, le DEVELOPPEMENT DURABLE DE NOS VILLES sera au cœur de l'événement pour attirer l'attention des acteurs concernés sur l'impérieuse nécessité de se mettre ensemble et de conjuguer leurs efforts afin de concilier les impératifs de développement socioéconomique de nos établissements humains avec la protection de notre environnement pour le bonheur de la population.

C'est pourquoi, le thème central « **Ensemble, pour des villes sans taudis, gage d'un développement durable** » a été retenu pour l'organisation de cette 2ème édition du SIHaCo.

Le contenu des Rencontres **SIHaCo**, l'espace d'échanges, des rencontres B2B, des rencontres G2B, de réflexion, de conférences, du concours de créativité et des formations, est conçu en collaboration avec les partenaires institutionnels et professionnels, confirmant ainsi sa vocation de véritable plateforme de savoir-faire.

Cette 2ème édition sera marquée par l'aménagement des stands en partenariat avec le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire et dédiés :

THEME

ENSEMBLE POUR DES VILLES SANS TAUDIS, GAGE D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Architectures - BTP - Assurance - Banque - Logistique
Meubles & décoration - Sécurité - Environnement - Énergie

■ A la Relance de la Pierre

L'idée de ce stand est de réunir les promoteurs pour exposer les opportunités d'investissement dans le secteur immobilier en Guinée notamment pour la construction d'immeubles collectifs pour le plus grand nombre de guinéens.

A cet effet, une banque de projets récapitulant l'ensemble des projets immobiliers dont le Gouvernement souhaite la réalisation sera élaborée et disponible pour les investisseurs potentiels.

■ Au Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme du Grand Conakry

AXEX en collaboration avec le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (**MVAT**) veut, durant les cinq (5) jours de cette 2ème Edition du **SIHaCo**, donner l'opportunité aux leaders d'opinion de Guinée, notamment les autorités locales et à tous les décideurs intéressés par les questions liées au développement de leur localité, à venir échanger sur les projections des villes dans les années à venir.

■ A la Promotion immobilière

Ce stand de promotion et gestion immobilière sera l'occasion d'informer les visiteurs à la fois sur les opportunités du marché immobilier en Guinée qui sont prometteurs et d'offrir aux grands complexes immobiliers et hôteliers de la place, des formations dédiées à la qualification de leur Personnel.

En outre, elle offrira un cadre idéal de rencontre entre les promoteurs de projets immobiliers et les potentiels clients désireux d'accéder à la propriété.

Bâtir un cadre de vie moderne

Partenaires publics

SPONSORS OFFICIELS



Infoline : info@sihacoguinee.com Tél. : +224 623 573 152 / 664 545 063
www.sihacoguinee.com